

Entre conflits et alliances : la quête identitaire au cœur de l'inflation patrimoniale**Between Conflicts and Alliances: The Quest for Identity at the Heart of Heritage Inflation**Bouadam Roukia Ghat ^{1*}

Institut de gestion des techniques urbaines (IGTU), Université Constantine3 (UC3)
Algerie roukia.bouadam@univ-constantine3.dz

Date de réception: 22 /05/2026

Date d'acceptation: 14/07/2026

Résumé:

Dans un contexte de mondialisation et de crise de la modernité, le patrimoine s'impose aujourd'hui comme un marqueur symbolique essentiel de l'identité territoriale. Alors qu'au XIX^e siècle il relevait d'une construction historiciste de l'identité nationale, puis au XX^e siècle d'une maïeutique des identités sociales, les dernières décennies voient s'intensifier les processus de patrimonialisation, désormais pluriels et fondés sur un rapport plus décentralisé entre les institutions, les élus locaux et les habitants. Cette évolution favorise l'émergence de conflits et d'alliances entre des acteurs aux logiques parfois divergentes autour de la définition, de la protection et de la valorisation du patrimoine. L'ampleur de cette mobilisation, qualifiée par la recherche d'inflation patrimoniale, témoigne de la place croissante accordée à la mémoire collective dans les sociétés contemporaines. Cet article propose un état de l'art approfondi des débats théoriques relatifs à cette inflation patrimoniale. En croisant les approches des sciences sociales, de l'urbanisme et de l'architecture, il analyse les causes de cet engouement patrimonial, tout en mettant en évidence les risques de saturation mémorielle et les défis de gouvernance et d'aménagement que soulève le paradigme du « tout patrimoine » dans les espaces urbains.

Mots-clés : Inflation patrimoniale ; Patrimonialisation ; Identité territoriale ; crise de la modernité ; Conflits et alliances ; Mémoire collective ; Saturation.

Abstract: In a context of globalization and a crisis of modernity, heritage has emerged today as an essential symbolic marker of territorial identity. While in the 19th century it stemmed from a historicist construction of national identity, and in the 20th century from a maieutics of social identities, recent decades have witnessed an intensification of heritagization processes. These are now plural and based on a more decentralized relationship between institutions, local elected officials, and residents. This evolution fosters the emergence of conflicts and alliances among actors with sometimes divergent rationales regarding the definition, protection, and valorization of heritage. The scale of this mobilization, described by researchers as "heritage inflation," testifies to the growing importance attributed to collective memory in contemporary societies. This article proposes an in-depth state of the art of the theoretical debates surrounding this heritage inflation. By combining perspectives from the social sciences, urban planning, and architecture, it analyzes the causes of this passion for heritage, while highlighting the risks of memorial saturation and the governance and planning challenges raised by the "all-heritage" paradigm in urban spaces.

Keywords: Heritage inflation; Heritagization; Territorial identity; Crisis of modernity; Conflicts and alliances; Saturation.

* Auteur correspondant

Introduction

La question du patrimoine urbain, au sens où on l'entend aujourd'hui dans les discours institutionnels, la recherche scientifique et l'usage commun, est relativement récente. Elle se distingue de l'approche traditionnelle qui s'est longtemps limitée aux fouilles archéologiques, aux sites et aux monuments historiques, mobiliers ou immobiliers (Babelon, 2000). Depuis la seconde moitié du XX^e siècle, l'intérêt pour le patrimoine n'a cessé de croître et sa définition s'est progressivement élargie. Loin d'être figé, ce concept s'est considérablement enrichi au fil du temps, devenant un vecteur essentiel de mémoire collective et d'affirmation identitaire à l'échelle internationale.

À la suite de ces glissements sémantiques successifs, le patrimoine tend aujourd'hui à désigner tout bien auquel une collectivité attribue une valeur historique, esthétique, symbolique, sociale ou identitaire et dont elle souhaite assurer la transmission aux générations futures. Ainsi conçu, il ne se limite plus à la protection d'objets anciens ou remarquables ; il s'affirme désormais comme un moteur crucial de développement territorial et de cohésion urbaine.

Toutefois, cette extension du champ patrimonial soulève de nombreuses interrogations. Qu'est-ce qui fait patrimoine ? Selon quels critères certains objets, lieux ou pratiques sont-ils sélectionnés tandis que d'autres sont ignorés ? Comment se construisent les processus de patrimonialisation ? Quelles valeurs leur sont associées ? Ces questions ont alimenté les réflexions de nombreux auteurs tels qu'Alois Riegl, Jean-Michel Leniaud, Françoise Choay ou encore Michel Rautenberg.

Pour qualifier cette tendance, plusieurs chercheurs évoquent une véritable « obsession patrimoniale » caractéristique de notre époque. Le patrimoine ne relève plus seulement d'une logique de conservation ; il devient un phénomène social, culturel et politique qui contribue à la construction des identités collectives et à la définition des territoires.

Parmi les débats les plus marquants figure celui de l'« inflation patrimoniale », souvent désignée sous l'expression « tout patrimoine ». Si le mouvement de patrimonialisation s'est développé progressivement depuis le XIX^e siècle, il a connu une accélération remarquable à partir des années 1980. Des éléments de plus en plus récents, ordinaires ou immatériels intègrent alors le champ patrimonial, contribuant à son expansion continue. Cette dynamique soulève des questions essentielles : les sociétés contemporaines ne sont-elles pas engagées dans une logique de conservation généralisée ? Jusqu'où peut s'étendre le patrimoine sans perdre sa capacité de distinction ? Ne risquons-nous pas, selon les termes de Choay (2000), de subir la « dictature du souvenir » ?

Cette évolution s'explique notamment par la profonde transformation de ce que Michel Rautenberg (2003) nomme la « machine à faire le patrimoine ». Pendant près de deux siècles, celle-ci a associé savants, administrations d'État et experts locaux dans un processus relativement encadré de sélection et de reconnaissance patrimoniales. Depuis une trentaine d'années, ce système connaît cependant une mutation profonde qui s'est récemment accélérée, ouvrant le champ patrimonial à une diversité croissante d'objets, de lieux, de pratiques et d'acteurs.

Dans cette perspective, le présent article propose d'analyser les mécanismes sous-tendant cette extension continue du patrimoine. Il s'intéresse aux débats, aux tensions, aux conflits et alliances qui accompagnent l'émergence du « tout patrimonial », afin de mieux comprendre les enjeux théoriques et opérationnels de cette évolution dans l'aménagement des villes contemporaines.

1.Méthodologie d'approche

Pour appréhender cette dynamique de l'« obsession patrimoniale » et en comprendre les enjeux sous-jacents, cet article développe une réflexion exclusivement théorique et conceptuelle. L'objectif est de déconstruire l'expansion sémantique et typologique du concept de patrimoine en analysant les discours scientifiques, institutionnels et professionnels qui ont marqué ses mutations depuis la seconde moitié du XX^e siècle. Notre démarche s'articule autour de trois grands ensembles :

1.1 Constitution du corpus théorique

L'analyse s'appuie sur un corpus documentaire pluridisciplinaire mobilisant des travaux issus de la sociologie urbaine, de l'architecture, de l'histoire, de l'anthropologie de l'espace et des études sur la mémoire collective. Ce corpus a été organisé autour de trois axes principaux :

- **Les références doctrinales et institutionnelles** : qui retracent l'évolution du patrimoine, depuis la protection stricte du monument historique jusqu'à l'extension progressive du champ patrimonial. Les travaux de Babelon et Choay, ainsi que les principales orientations portées par l'UNESCO (notamment la Convention de 1972 et l'impact des célébrations des années 1980), constituent les balises de cette trajectoire.
- **Les approches sociologiques et mémorielles de la patrimonialisation** : notamment les travaux de Maurice Halbwachs relatifs à la mémoire collective et à son ancrage spatial, mis en perspective avec les analyses de Michel Rautenberg sur les processus portés par les acteurs locaux. S'y ajoutent les contributions théoriques sur l'espace urbain en tant que « temps comprimé » (Bachelard) et refuge identitaire, permettant d'interroger le rôle du patrimoine dans la construction des identités individuelles et collectives.
- **Les approches critiques et opérationnelles** : développées par plusieurs chercheurs et praticiens de l'aménagement (Bourdin, Di Méo, Jeudy, Lamy). Elles mettent en lumière les effets paradoxaux de l'inflation patrimoniale : coûts de conservation, risques de muséification, contraintes pour le renouvellement urbain ou encore conflits d'usage entre les différents acteurs de la ville.

1.2 Analyse et grille de lecture

L'étude du corpus ne se limite pas à une simple revue de littérature. Elle repose sur une lecture critique organisée autour de deux approches complémentaires :

- **Une approche diachronique** : qui vise à comprendre comment la notion de patrimoine s'est transformée au fil du temps, en réponse aux mutations sociales, culturelles et urbaines. Cette analyse permet notamment d'envisager le passage d'une mémoire vécue à une mémoire davantage institutionnalisée et archivée.
- **Une approche dialectique** : centrée sur les interactions entre les différents acteurs impliqués dans les processus de patrimonialisation. Elle met en évidence les tensions latentes entre les institutions publiques, les professionnels de l'aménagement et les habitants, dont les attentes et les représentations du patrimoine ne coïncident pas toujours.

1.3 Synthèse et construction d'un cadre d'interprétation

Enfin, la confrontation de ces différentes perspectives théoriques permet d'élaborer une réflexion synthétique sur les corollaires de l'inflation patrimoniale contemporaine. En s'appuyant sur des concepts clés tels que la saturation patrimoniale, le présentisme ou encore la muséification du quotidien, l'article propose un cadre d'interprétation des trajectoires identitaires associées à la ville contemporaine.

L'ambition est de dépasser l'opposition stérile entre préservation du patrimoine et modernisation urbaine. Il s'agit d'ériger un modèle d'analyse capable de concilier continuité historique et transformation des territoires, en envisageant le patrimoine non comme une accumulation indéfinie d'objets à figer, mais comme une ressource culturelle et territoriale dynamique.

2. Cadre conceptuel

2.1 L'évolution sémantique du patrimoine

Que le patrimoine soit une réalité distinguable d'emblée ou bien un construit social (Rautenberg, 2003), les théoriciens s'affrontent et les désaccords persistent (Bouadam, 2011). Dès lors, la question posée par Henri-Pierre Jeudy (1990) résonne avec force : Le patrimoine existe-t-il en soi ? . Néanmoins, si sa nature ontologique fait débat, « que le patrimoine soit aujourd'hui un enjeu de société, tout le monde en tombera d'accord » (Choay, 2006).

Ce constat impose une grille de lecture critique sur les rapports étroits qu'entretiennent la ville et l'histoire, en rappelant que l'histoire n'est pas un sanctuaire et que la ville ne peut vivre sans se renouveler (Masbouni, 1992). En effet, la ville qui ne se transforme pas finit par mourir sur elle-même (Frébault, 1992) ; un espace urbain qui refuse le changement et se fige se condamne à devenir une ville morte (Schein, 1987).

C'est dans cette tension permanente que le patrimoine se caractérise avant tout par sa capacité à établir un lien diachronique entre les générations passées, présentes et futures. Il s'inscrit dans un héritage territorial ou communautaire à transmettre. Toutefois, ce concept reste difficile à circonscrire en raison de sa polysémie et de sa nature évolutive, chaque génération tendant à redéfinir les limites temporelles de l'objet patrimonial (Bouadam, 2011).

La définition classique renvoie à l'ensemble des biens reçus des ancêtres. Au sens strict, le *patrimonium* désigne un bien d'héritage qui descend, suivant la loi, des pères et des mères à leurs enfants (Choay, 2000). D'autres approches privilégient les dimensions d'accumulation, de transmission et de valorisation cumulatives (Chaudoire, 2004). Les significations du terme oscillent ainsi perpétuellement entre la préservation de la tradition et la construction active d'un bien commun contemporain. Selon cet auteur, cette notion renvoie à notre capacité à nous inscrire, individuellement et collectivement, dans une durée partagée qui structure notre identité.

Issu initialement du vocabulaire juridique latin, le terme s'est étendu par analogie aux biens communs d'une collectivité. Quelle que soit l'approche retenue, deux invariants transparaissent : l'héritage et la transmission. Le passage d'un héritage strictement familial à un héritage collectif constitue une mutation épistémologique fondamentale. Le patrimoine englobe désormais ce qu'une société juge digne d'être légué, un socle commun dans lequel les individus se reconnaissent parce qu'ils l'estiment significatif de leur passé et précieux pour leur avenir.

Dans le champ de la recherche scientifique, l'intérêt pour le fait patrimonial se caractérise par une trajectoire d'expansion continue depuis la seconde moitié du XXe siècle (Bouadam, 2011). Ce processus de redéfinition permanente montre que le patrimoine demeure, selon l'expression de Chaudoire (2004), une notion « en voie de formation ». Il ne s'agit plus seulement d'un héritage matériel figé, mais d'une catégorie d'action et de pensée en constante mutation. Cette dynamique d'accumulation et d'élargissement sémantique s'inscrit au cœur des débats actuels sur le développement et les trajectoires urbaines, ouvrant la voie aux analyses sur l'inflation et la saturation des mémoires dans la ville contemporaine.

Sur le plan spatial, l'évolution du patrimoine traduit un passage progressif d'une logique centrée sur l'objet monumental isolé vers une approche plus globale intégrant les ensembles urbains, les territoires et les formes de vie quotidiennes. À l'origine focalisé sur le monument comme support de mémoire, le champ s'est élargi au monument historique, puis aux tissus urbains, aux quartiers et aux paysages culturels, traduisant ainsi une transformation profonde du rapport entre société, mémoire et espace. L'espace urbain est désormais appréhendé comme un milieu vivant, structuré par les usages sociaux et porteur de significations collectives.

2.2 Mémoire collective et histoire-archive

Pour comprendre les moteurs profonds de cette extension sémantique, il convient de détacher le patrimoine de sa seule matérialité pour l'ancrer dans les dynamiques mémorielles. La mémoire ne saurait être réduite à un simple réceptacle passif de conservation des faits révolus. Elle s'articule fondamentalement autour d'un procès différentiel de valorisation et d'effacement, de souvenir et

d'oubli (Guillaume, 1980). Loin d'être exhaustive, elle opère selon un principe de tri rigoureux : les groupes sociaux sélectionnent, réinterprètent et reconstruisent continuellement les fragments et les images du passé en fonction de leurs projets actuels et futurs.

Bien que les définitions classiques appréhendent la mémoire à l'échelle individuelle comme la faculté de conserver les idées antérieurement acquises, les sciences sociales en ont largement démontré la dimension éminemment collective. À cet égard, les travaux pionniers de Maurice Halbwachs (1950) postulent que chaque individu participe simultanément à deux formes de mémoire : la mémoire individuelle (ou personnelle), circonscrite au cadre strict de la personnalité, et la mémoire collective (ou sociale). Cette dernière a trait à l'évocation de souvenirs partagés, structurants pour la vie et la cohésion du groupe d'appartenance (famille, voisinage, classe sociale, nation). L'individu s'insère toujours dans une pluralité de cercles sociaux, se situant ainsi en permanence à l'intersection de multiples mémoires collectives.

Cette approche plus décentralisée et sociologique engage le patrimoine sur la voie d'un nouveau rapport entre l'administration, les élus locaux et les habitants, où le patrimoine devient l'ensemble des objets, édifices ou pratiques dignes d'être sauvegardés parce qu'ils sont investis par la communauté (Rautenberg, 2003).

Halbwachs (1950) oppose également cette mémoire collective à l'histoire. Alors que la première est marquée par la continuité, le caractère vivant et le vécu des groupes, la seconde se caractérise par une segmentation, une périodisation et une visée d'objectivité universelle. La mémoire collective est ce qui relie les fragments en s'attachant aux similitudes, là où l'histoire isole les différences et formalise les ruptures.

2.3 La spatialisation de la mémoire

De plus, cette mémoire collective est consubstantielle à l'espace : « Il n'est point de mémoire collective qui ne se déroule dans un cadre spatial (...) ainsi, le lieu a reçu l'empreinte du groupe et réciproquement » (Halbwachs, 1950, p. 209). Les objets architecturaux, les configurations urbaines et les repères matériels de notre environnement servent de points d'ancrage indispensables au déploiement des souvenirs. C'est précisément cette imbrication structurelle entre l'espace et la mémoire qui éclaire les dynamiques contemporaines de la patrimonialisation.

L'espace urbain devient la manifestation physique de ce que Gaston Bachelard (1957) nomme un espace ayant pour fonction de « contenir du temps comprimé ». L'objet patrimonial évoque ainsi une mémoire invisible liée aux usages et à l'histoire d'un lieu (Bruno, 1998), capable de conjurer l'altération temporelle pour fonder l'identité des villes et le sentiment d'attachement à un cadre de vie. C'est cette dimension collective que le patrimoine s'affranchit de sa seule matérialité pour exprimer des réalités invisibles et intangibles, matérialise des relations complexes entre une communauté et son lieu de vie (Schwach, 1998).

Cette sédimentation mémorielle dans le sol urbain va cependant se heurter aux accélérations de la modernité. Cette confrontation historique, amorcée par les ruptures de la société industrielle, va transformer le besoin de mémoire en une véritable injonction de conservation, marquant le passage de la trace vécue au monument institutionnalisé.

3. Genèse de la conservation

3.1 Industrialisation et éveil patrimonial

Parallèlement, depuis la révolution industrielle, cette dynamique s'est accélérée, accompagnée d'une extension typologique et d'une diffusion géographique mondiale. Le concept s'est progressivement morcelé, dilué dans le quotidien et banalisé, tout en s'imposant comme un nouveau paradigme pour penser les relations entre sociétés, temps et espace (Rautenberg, 2003). Cette extension ne concerne plus uniquement les formes bâties prestigieuses, mais intègre également des objets longtemps marginalisés tels que les architectures ordinaires, les cultures ouvrières ou les friches industrielles.

Le choc de l'industrialisation et de la croissance exponentielle des villes au XIX^e siècle a profondément transformé les formes urbaines et le bâti ancien (Pinol, 1991). La disparition progressive des sociétés traditionnelles préindustrielles, accompagnée de l'affaiblissement des pratiques et des savoirs locaux, a contribué à faire émerger la nécessité de construire une forme de « mémoire artificielle » à travers la notion de monument historique. Cette approche rejoint les analyses de John Ruskin, reprises par Françoise Choay (2004), qui considèrent la ville comme un palimpseste, c'est-à-dire un ensemble de traces historiques superposées dont la société contemporaine devient à la fois lectrice et gardienne. Dans le prolongement de ces transformations, la postmodernité renforce encore ce besoin d'ancrage et de repères dans l'espace urbain (Ascher, 2001).

Ce changement de focale implique que la ville devienne elle-même un objet patrimonial à part entière. Le patrimoine urbain ne se limite plus à des éléments isolés, mais englobe les quartiers, les tissus urbains et les espaces de vie dans leur globalité. Cette évolution traduit une reconnaissance croissante de l'importance des espaces du quotidien dans la construction des identités sociales et des repères collectifs. Elle met également en évidence le rôle prépondérant des usages et des pratiques habitantes dans la production même du sens patrimonial.

La dynamique de patrimonialisation s'enclenche véritablement lorsque les biens architecturaux ou urbains sont perçus comme menacés. En effet, la reconnaissance de leur valeur est souvent indissociable de leur fragilité ou du risque de disparition, comme le souligne André Chastel : On ne prend conscience de leur prix qu'au moment où l'on en est privé, ou tout au moins, au moment où ils menacent de disparaître (1986, p. 17).

Cependant, avant de parvenir à des consensus, le patrimoine peut faire l'objet de divisions et de luttes ; c'est même généralement au moment de la menace de transformations ou démolitions, que des valorisations divergentes jaillissent et se confrontent. En ce sens, ce sont essentiellement des mouvements de défense, de réaction (face à des opérations prévues) qui initient les processus de patrimonialisation.

3.2 Le processus de patrimonialisation

Le patrimoine ne saurait être appréhendé comme une donnée objective, préexistante ou intrinsèque à un espace particulier (Rautenberg, 2003). Au contraire, la recherche contemporaine (Di Méo, Leniaud, Lowenthal, Rautenberg) s'accorde à le définir comme le produit d'un construit social : un objet ne devient patrimoine que lorsqu'une société ou un groupe d'acteurs décide de l'ériger comme tel. Ce phénomène d'expansion globale, orchestré tant par les instances officielles que par la société civile, constitue le processus de patrimonialisation (Letissier, 2005).

Ce processus repose sur trois mécanismes fondamentaux :

- **Le principe de convention** : La patrimonialisation formule une affectation collective de sens. Elle exige un accord social partagé autour de valeurs mémorielles et identitaires admises par le groupe (Rautenberg, 2003).
- **La force de conviction des acteurs** : L'émergence du patrimoine découle d'une variation du regard porté sur un espace historique. Ce qui demeure anodin pour les uns devient remarquable pour d'autres ; c'est la capacité d'influence des porteurs de projets qui légitime la sélection d'un objet plutôt qu'un autre.
- **La production d'un double symbolique** : Patrimonialiser brise l'idée reçue d'une simple « conservation à l'identique ». Il s'agit d'une modalité de transformation qui extrait l'objet de sa banalité pour en faire un artefact raréfié, soigneusement sélectionné et frappé d'intemporalité.

Ce processus s'inscrit dans des dispositifs institutionnels et juridiques progressivement consolidés, notamment avec les premières initiatives de protection de l'UNESCO en 1954, destinées à préserver

les biens culturels en temps de conflit, puis avec la Convention du patrimoine mondial de 1972 (Choay & Merlin, 2000).

C'est à travers ces cadres réglementaires et symboliques que les institutions construisent un discours sur le passé, mettant en inscription ce qui assure l'unité et la cohérence du groupe. En définitive, le patrimoine s'affirme comme un bien commun dynamique, porteur de valeurs partagées autour desquelles la société reconnaît son identité (Rautenberg, 2003).

3.3 Médiations et représentations du passé dans le présent

Dans cette perspective, la conservation du patrimoine repose toujours sur une médiation entre les traces matérielles du passé et les significations qui leur sont attribuées dans le présent par différents acteurs (Mathieu, 1992). Les critères de sélection ne sont jamais totalement neutres : ils traduisent des choix sociaux, culturels et politiques, révélant un rapport particulier au temps et à la mémoire. Ainsi, le patrimoine peut également être mobilisé comme réponse aux incertitudes contemporaines ou comme moyen de compenser un déficit d'urbanité perçu dans les productions architecturales actuelles (Ascher, 2001).

Dans le même temps, cette extension s'accompagne d'une diversification des acteurs impliqués. Le patrimoine n'est plus uniquement défini par les experts et les institutions, mais également par les habitants, les collectivités et les usagers. Cette ouverture reflète le passage d'une logique essentiellement descendante et institutionnelle à une approche plus participative, où les représentations sociales jouent un rôle déterminant dans les processus de patrimonialisation.

Enfin, cette mutation répond à des enjeux sociaux et culturels contemporains majeurs. Les institutions mobilisent les références au passé afin de renforcer la cohésion sociale dans des contextes urbains fragmentés. La conservation du patrimoine apparaît ainsi comme une réponse au besoin de maintenir des liens tangibles avec les mémoires collectives et les identités territoriales, face à la banalisation croissante des environnements urbains et à l'accélération des transformations socio-spatiales.

4. La dialectique tradition et modernité

4.1 La crise de la modernité et le « tout patrimonial »

L'exploration des acceptions du patrimoine met en évidence l'élasticité et la plasticité de ce concept. Sous la double pression d'un historicisme croissant et d'une prise de conscience des menaces engendrées par l'industrialisation et l'urbanisation accélérées, le terme désigne aujourd'hui la totalité des biens hérités du passé, qu'ils soient d'ordre culturel (œuvres d'art, paysages anthropisés) ou naturel (ressources, sites remarquables).

Ces dernières décennies ont été marquées par le passage d'une vision ponctuelle (l'édifice isolé) à une vision diffuse et systémique (les ensembles urbains, l'architecture vernaculaire, les paysages). Le patrimoine évoque simultanément l'authenticité, la valeur d'usage, le poids de la tradition, les dispositifs législatifs, les pratiques touristiques ou encore les dynamiques de réemploi architectural. Comme le souligne Neyret (2004), le patrimoine s'apparente à un gisement exploitable comme valeur ajoutée, un symbole de modernité par sa nature évolutive, un vecteur de sens favorisant le développement culturel et un espace de rencontre consolidant le lien social. Il s'affirme de surcroît comme un allié du développement durable par sa durabilité intrinsèque dans le temps et l'espace.

Néanmoins, aucun objet ne possède un statut patrimonial a priori. Il le devient par une sélection opérée par des groupes sociaux sur la base de valeurs partagées. La force de conviction et les stratégies des acteurs s'avèrent ici essentielles pour ériger un objet en héritage. Ce phénomène d'extension continue, porté tant par les institutions officielles que par la société civile, est qualifié de patrimonialisation. Il s'agit du processus historique par lequel des éléments culturels ou naturels se voient investis d'une qualité patrimoniale, justifiant leur sauvegarde et leur mise en valeur au profit des générations futures.

Cette généralisation du « tout patrimonial » reflète une multiplication exponentielle des objets, des lieux et des faits captés par cette grille de lecture. Or, les mutations sociétales contemporaines ont profondément bouleversé ce lien vivant entre l'espace, la mémoire et l'habitant. Pour Alain Bourdin (1984), l'engouement actuel pour le patrimoine découle directement d'une crise de la modernité. L'accélération de l'histoire rend le passé obsolète avant même d'avoir pu le déchiffrer, provoquant une substitution progressive de la mémoire vivante par l'Histoire-archive. Cette rupture engendre ce que Françoise Choay (2004) qualifie d'obsession de l'archivage et du stockage, structurée autour d'un triple mouvement temporel :

- Le passé n'est plus vécu ou reconstruit comme un guide d'action au présent, mais évalué à distance.
- Le présent lui-même est instantanément mis en archive pour en garantir l'exacte trace avant qu'il ne s'efface.
- La mise en patrimoine est investie d'une fonction de refuge visant à prémunir la société contre les incertitudes de l'avenir.

Dès lors, les repères patrimoniaux se transforment en véritables « fortifications mémorielles » pour des minorités ou des groupes sociaux qui se sentent menacés par les transformations socio-spatiales. Comme le théorisait Pierre Nora (1997), sans cette vigilance commémorative, l'histoire balayerait rapidement ces foyers de résistance identitaire. Cet enrichissement sémantique continu du patrimoine s'opère, selon Guy Di Méo (2008), au prix d'un « processus de glissement » et d'une extension typologique globale. Le patrimoine architectural cesse d'être un simple témoin du passé pour devenir un enjeu de lutte, d'appropriation et de légitimation entre des catégories sociales aux logiques et aux intérêts divergents. Emprunté au lexique économique où il désigne une hausse généralisée, continue et excessive de la masse monétaire par rapport à la production réelle, le terme d'« inflation » est ici mobilisé pour caractériser l'obsession patrimoniale contemporaine. Dans cette perspective, le patrimoine architectural devient un enjeu de luttes matérielles et symboliques entre différentes catégories sociales, sous-tendu par des stratégies d'appropriation et de légitimation (Di Méo, 2007).

Guy Di Méo (2007) associe également cette prolifération patrimoniale à la crise contemporaine des systèmes sociaux et productifs occidentaux. Ce phénomène traduit une contestation de la modernité en tant que système de pensée unique, doublée d'une déstabilisation des savoir-faire traditionnels face aux mutations économiques rapides.

4.2 Les paradoxes de la muséification et conflit des logiques spatiales et des stratégies d'acteurs urbains

Face aux exigences de fonctionnement de la ville, la réflexion sur le patrimoine architectural contemporain conduit inévitablement à s'interroger sur la place du changement dans la ville. Comme le souligne Jeudy (1990), les sociétés contemporaines semblent parfois animées par une volonté de tout conserver : monuments, paysages, objets, voire patrimoines naturels ou biologiques. Cette logique de préservation généralisée tend à effacer la part de destruction et de renouvellement pourtant inhérente à toute société vivante. Or, préserver ne signifie pas figer. Lorsqu'un tissu ancien est soustrait à toute transformation au nom de son authenticité, il risque de perdre progressivement sa vitalité sociale et fonctionnelle.

Cette inflation patrimoniale suscite de vives critiques et oppositions, fondées principalement sur :

- Le coût financier élevé de l'entretien et de la restauration ;
- L'inadaptation structurelle des espaces protégés aux usages et modes de vie contemporains ;
- L'action paralysante ou contraignante exercée sur les grands projets d'aménagement urbain.

Certains auteurs invoquent ainsi la nécessité de réhabiliter une « dialectique de la destruction » qui, à travers les siècles, a permis le renouvellement urbain en faisant succéder de nouveaux monuments aux anciens (Choay, 1996).

Par ailleurs, ce gel patrimonial se heurte aux revendications des architectes et des propriétaires. Les premiers défendent le droit à la création contemporaine et refusent d'être condamnés au pastiche ou relégués hors des centres historiques, rappelant que la richesse et la séduction des villes proviennent historiquement de la coexistence et de la stratification des styles (Choay, 1996). Les seconds revendiquent le droit de disposer librement de leurs biens pour en tirer profit ou usage. L'extension démesurée de la notion engendre ainsi une multiplication des demandes de protection, incitant la puissance publique à répondre à des sollicitations parfois contradictoires.

Cette exigence de transformation se heurte toutefois à des conflits de logiques entre les différents acteurs de la ville (Choay, 2004). D'un côté, les propriétaires revendiquent le droit de disposer librement de leurs biens afin d'en tirer des usages ou des profits de leur choix, une ambition souvent encadrée par des dispositifs juridiques qui privilégient l'intérêt public. De l'autre, les architectes revendiquent le droit à la création afin d'inscrire leur époque dans l'espace urbain, refusant d'être réduits au pastiche ou marginalisés dans les centres historiques. Pourtant, l'histoire des villes montre que leur richesse réside précisément dans la coexistence et la superposition des styles au fil du temps (Choay, 2004). Dès lors, opposer de manière stricte le « neuf », souvent associé au banal ou au vulgaire, à « l'ancien », perçu comme porteur de valeur esthétique et symbolique, relève d'une lecture réductrice que seule une culture du projet peut dépasser (Bruno, 1998). Dans cette perspective, la présence de l'architecture contemporaine dans les centres anciens ne constitue pas nécessairement une menace ; elle peut au contraire enrichir le dialogue entre passé et présent.

4.3 Patrimoine et modernité : une dialectique en mouvement

La question n'est donc pas de choisir entre patrimoine et modernité, mais de comprendre comment les faire coexister. Elle renvoie à la dialectique entre protection et création, entre sauvegarde de la tradition et impératifs de la modernité. Il ne s'agit pas d'opposer de manière stérile l'histoire à la modernité, mais de considérer, comme le rappelle Jean Nouvel (1998), que l'histoire peut être envisagée comme une succession continue de modernités. La modernité ne se réduit pas à la nouveauté formelle ; elle traduit avant tout une manière d'habiter, de penser et de faire évoluer la ville. Elle est, comme le souligne Seban (1998), une posture, une façon d'être vis-à-vis de la ville, qui découle du lien vivant et permanent entre le patrimoine urbain et ses usagers.

Dès lors, la modernité des centres historiques dépend étroitement du maintien de leurs fonctions urbaines traditionnelles, au premier rang desquelles l'habitat (Schwach, 1998). Adapter le patrimoine architectural aux exigences contemporaines s'avère donc une tâche aussi vitale que délicate. L'acte créatif doit préserver l'héritage tout en le renouvelant, renforçant l'identité urbaine par une organisation spatiale qui optimise l'usage des bâtiments et la fluidité des circulations (Chabert, 1998).

Cette confrontation entre la ville vivante et l'espace figé prend au début du XXe siècle une dimension conceptuelle majeure avec les travaux de Gustavo Giovannoni. Théoricien du « diradamento urbano » (l'éclaircissement), Giovannoni refuse l'opposition stérile entre fétichisme du passé et destruction moderniste. Il rappelle que si les villes sont faites pour être vécues et ne sauraient être réduites à de simples musées obsolètes, leur sauvegarde passe par une adaptation respectueuse. Pour lui, préserver le tissu ancien exige d'y maintenir la vie contemporaine et l'hygiène, quitte à opérer des délestages ponctuels, plutôt que d'enfermer de force les besoins modernes dans des structures asphyxiantes (Giovannoni, 1931 cité par Bouadam, 2011).

À ce propos, Camillo Sitte soulignait déjà la nécessité des mutations des espaces traditionnels. Il fut l'un des premiers à considérer la ville et les quartiers anciens comme des ensembles « historiques » dont l'usage fonctionnel est périmé et qui, pour la vie moderne, n'ont plus d'intérêt que pour l'art et le savoir. Bien que l'objectif propre de Sitte n'ait pas été la préservation stricte des espaces traditionnels, ses analyses paradoxales sont pourtant à l'origine d'une forme de conservation

muséale des villes historiques, ce qui traduit en partie la notion de « ville d'art et d'histoire » (Choay, 1996).

Contre cette dérive, de nombreux professionnels de l'aménagement déconstruisent aujourd'hui l'idée reçue selon laquelle le concept de patrimoine serait systématiquement associé à une conservation à l'identique (Rautenberg, 2003). Ils prônent au contraire l'abolition de cette frontière artificielle « confondue entre ces deux pensées qui se limitent uniquement à l'invention et à la conservation » (Barré, 1998, p. 6). Ces praticiens dénoncent vigoureusement la stérilisation des centres anciens, rappelant que « patrimonialiser peut figer la ville historique, ce qui contredit la sédimentation urbaine » (Masboungi, 1998, p. 3) et que « l'excès de sauvegarde fait courir un risque d'overdose » (Bruno, 1998, p. 6).

Tout laisse alors entendre que la problématique du patrimoine urbain, de l'espace historique et des conduites qui y sont associées se trouve prise dans des « strates de significations dont les ambiguïtés et les contradictions articulent et désarticulent deux mondes et deux visions du monde » (Choay, 1996, p. 9). En effet, cette dynamique est couronnée par une divergence radicale de points de vue, qui prend les apparences d'une opposition irréductible entre la vie et l'histoire (Giovannoni, 1931), ou du moins entre le renouvellement moderne et la persistance traditionnelle.

Dans le champ de l'aménagement, le paradigme partagé reste donc que « créer c'est transformer ». Pour que l'histoire reste vivante, une continuité doit être assurée : toute intervention urbaine se fonde sur une culture du projet, qu'il s'agisse de pérenniser le centre ancien ou d'inventer la ville de demain. Francis Chassel (1998) démontre à ce titre que modernité et patrimoine se conjuguent harmonieusement lorsque le dialogue architectural est mené avec talent, respect du contexte et soin du détail.

Face à l'angoisse du futur qui pousse parfois les sociétés en crise à confondre mémoire et projet en transformant le passé en valeur refuge (Barré, 1998), la réhabilitation architecturale démontre que la protection d'un édifice vise avant tout à ce qu'il reste vivant. Selon Alain Bourdin (1984), l'idéologie patrimoniale repose d'ailleurs sur trois dimensions : la peur de l'oubli, la volonté de puiser dans le passé des modèles pour l'avenir, et une philosophie humaniste inscrivant l'individu comme le maillon d'une chaîne générationnelle.

L'acte de restauration s'affirme alors comme un acte historique et une interprétation ancrée dans les critères de son temps (Bergeon, 1990), dont le respect de l'usage contemporain demeure le principal garde-fou. La protection du patrimoine architectural vise non pas la nostalgie ou le conservatisme, mais le maintien d'un cadre de vie dynamique et riche de sens pour les habitants.

4.5 La saturation mémorielle : faut-il tout conserver ?

Dans un contexte de mondialisation et d'urbanisation accélérée, le patrimoine fait office de « marqueur symbolique » de l'identité (Chaudoire, 2004). Il participe à l'affirmation et à la différenciation des territoires. Pour certains acteurs, toute modification du bâti ancien altère le sentiment d'appartenance collective ; pour d'autres, une sauvegarde trop rigide constitue un frein à l'amélioration des conditions de vie.

La fonction sociale du patrimoine consiste à matérialiser une entité collective abstraite en rendant ses biens communs visibles dans l'espace public. Équilibrer la sauvegarde, la valorisation économique et la transmission représente un défi majeur pour les gestionnaires urbains (Mathieu, 1992). Chaque époque construit ses propres référentiels face à l'histoire. Le glissement sémantique du « monument historique » vers le « patrimoine urbain » permet d'intégrer le projet urbain à la dynamique de sauvegarde, rendant lisibles les strates successives de la ville.

Lamaison (1982) définit le patrimoine comme l'ensemble des éléments matériels, immatériels et des savoirs organisés qui fondent l'identité d'un groupe humain et le différencient des autres sur un territoire donné. Face à un monde en mutation constante, le patrimoine apparaît comme un point de repère stable. Néanmoins, Choay (1996) nuance cette vision en affirmant que cette construction identitaire répond parfois à un manque : le patrimoine perdrait sa fonction constructive initiale au profit d'une fonction purement défensive, visant à rassembler les morceaux d'une identité menacée.

Il convient également d'éviter toute confusion conceptuelle systémique entre identité et patrimoine. Comme le rappelle Paulo Peixoto, « ni tout patrimoine ne produit de l'identité, ni toute identité ne crée un patrimoine ». Les processus de patrimonialisation ne poursuivent pas systématiquement des finalités identitaires, et l'analyse scientifique gagnerait à se focaliser sur les mécanismes de production patrimoniale plutôt que sur la seule construction identitaire, afin de clarifier les limites opérationnelles du patrimoine bâti.

Cette inflation sémantique et matérielle soulève toutefois des interrogations épistémologiques et opérationnelles fondamentales. Dès lors, si tout objet devient digne d'intérêt et de conservation au titre de témoin historique, la ville contemporaine ne s'expose-t-elle pas à un risque de saturation systémique ? L'excès de conservation ne risque-t-elle pas de devenir pathologique pour la ville contemporaine, en ne laissant plus d'espace physique ou symbolique pour la création et le présent ? L'ancienneté doit-elle rester un critère impératif de patrimonialisation ?

La généralisation de la logique patrimoniale engendre des effets de saturation et induit une forme d'uniformisation internationale, où l'universalisation des méthodes de conservation produit des similitudes identitaires artificielles. On observe également une virtualisation de la transmission du sens au détriment de l'authentique, ainsi qu'une anticipation patrimoniale où les institutions organisent de façon préventive la mise en mémoire des objets contemporains. Yvon Lamy (1996) rappelle que le patrimoine constitue désormais un enjeu de pouvoir majeur entre l'action publique et les mouvements associatifs.

La contestation de cette inflation, observée, repose sur des arguments pragmatiques liés aux coûts de maintenance et à la rigidification des structures urbaines face aux impératifs d'aménagement. L'expression a connu ces derniers temps une vogue extraordinaire, amplifiée par la création du label de « patrimoine mondial » par l'UNESCO en 1972 et par l'Année du patrimoine en 1980. Sans doute ce succès est-il dû à la recherche de repères socioculturels dans un monde où les échelles communautaires se brouillent, du clan local à l'humanité globale, et où les collectivités contractuelles se multiplient, confrontant leurs spécificités et affrontant des intérêts souvent divergents.

Face à ce nouveau paradigme du « tout patrimoine », faisant écho à ce que Pierre Nora qualifie d'« obsession patrimoniale », la discipline se doit désormais de formaliser des cadres conceptuels et réglementaires rigoureux, afin d'accepter que le « tout » ne se transforme pas en un vaste « fourre-tout » sémantique.

Conclusion

L'action publique patrimoniale a profondément modifié ses trajectoires depuis la seconde moitié du XXe siècle. En intégrant continuellement de nouvelles thématiques et en repoussant ses frontières géographiques, elle a extrait le monument historique de son isolement exceptionnel pour installer la société dans l'ère du « tout patrimoine ».

Cette prolifération patrimoniale mondiale, où chaque fragment du quotidien revendique sa part de conservation et d'accumulation, matérialise une crise structurelle de la modernité. Elle porte en elle le risque d'une dilution de l'authentique et d'une standardisation des paysages culturels. En élargissant sans arrêt la sphère patrimoniale à des éléments toujours plus contemporains, nos sociétés s'exposent à d'inévitables effets de saturation.

Pourtant, la protection du patrimoine architectural doit d'abord permettre de renouer avec l'histoire et d'accomplir une médiation nouvelle entre le passé et le présent. Le patrimoine n'est ni un simple vestige archéologique ni un objet de musée ; il reste avant tout le cadre de vie de ses habitants. Toutefois, sous le poids du passé, dès lors que tout semble digne d'intérêt et que tout mérite d'être conservé, il devient légitime de s'interroger : y aura-t-il encore une place pour la création et la continuation de la fabrication du patrimoine ?

En prolongeant les interrogations fondatrices de Pierre Nora (1997) et de Françoise Choay (1996, 2000), la question se pose désormais crucialement : dans quelle mesure cette volonté de ne « rien jeter » de l'héritage commun finira-t-elle par encombrer les mémoires et figer les espaces urbains ? Trop de mémoire risque, paradoxalement, d'asphyxier le travail de mémoire lui-même. En refusant

de faire le deuil de ses traces, la société contemporaine s'expose à vivre sous l'inflexion permanente d'un « terrorisme du souvenir », réduisant l'espace indispensable à l'innovation, au présent et à la création future.

Bibliographie

- Ascher, F. (2001). *Les nouveaux principes de l'Urbanisme*. Paris : Éditions de l'Aube.
- Babelon, J.-C. & Chastel, A. (2000). *La notion de patrimoine*. Paris : Éditions Liana Levi.
- Bachelard, G. (1957). *La poétique de l'espace*. Paris : Presses Universitaires de France (PUF).
- Barré, F. (1998). « Intervention ». *Projet urbain*, n° 13, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Paris.
- Bergeon, S. (1990). « *Science et patience* » ou *la restauration des peintures*. Paris : Réunion des musées nationaux, 266 p.
- Bouadam, R. (2011). *Le Centre-Ville de Constantine : Patrimoine et Renouveau Urbain, Réalités et Réflexions*. Thèse de doctorat en Urbanisme, Université Mentouri, Constantine.
- Bourdin, A. (1984). *Le patrimoine réinventé*. Paris : Presses Universitaires de France (PUF), coll. « Espace et liberté ».
- Bruno, A. (1998). « Intervention ». *Projet urbain*, n° 13, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Paris.
- Chabert, H. (1998). *Vouloir la modernité*. *Projet urbain*, n° 13, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Paris.
- Chassel, F. (1998). « Intervention ». *Projet urbain*, n° 13, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Paris.
- Chaudoire, P. (2004). *Patrimoine, mémoire et identité*. Note de synthèse, Millénaire 3, Conseil de développement de l'agglomération lyonnaise.
- Choay, F. (1996). *L'allégorie du patrimoine*. Paris : Éditions du Seuil, 275 p.
- Choay, F. (2000). *L'allégorie du patrimoine* (Éd. revue et augmentée). Paris : Éditions du Seuil.
- Di Méo, G. (2007). « Processus de patrimonialisation et construction des territoires ». *Actes du Colloque "Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser"*, Poitiers-Châtelleraut, France.
- Frébault, L. (1992). « Débats et conclusions ». In *Patrimoine et modernité*, Table ronde de l'Association des Ingénieurs des Villes de France (AIVF), Paris.
- Giovannoni, G. (1998). *L'urbanisme face aux villes anciennes* (Trad. de l'italien). Paris : Éditions du Seuil (Texte original publié en 1931).
- Guillaume, M. (1980). *La politique du patrimoine*. Paris : Galilée.
- Halbwachs, M. (1997). *La mémoire collective* (Rééd., initiale 1950). Paris : Albin Michel.
- Jeudy, H.-P. (Dir.). (1990). *Patrimoines en folie*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, coll. « Ethnologie de la France », cahier 5.
- Lamaison, P. (1982). *Ethnologie et protection de la nature – Pour une politique du patrimoine ethnologique dans les Parcs Naturels*. Rapport au Ministère de l'Environnement, Paris : Éditions de l'EHESS, 76 p.
- Lamy, Y. (Dir.). (1996). *L'alchimie du patrimoine : Discours et politiques*. Talence : Presses Universitaires de Bordeaux.
- Masbouni, A. (1992). « De la muséification à la ville vivante ». In *Actes du colloque : Politiques de la mémoire*, Paris.
- Mathieu, J. (1992). « Les vernis du patrimoine ». *Le forum québécois du patrimoine*, Actes de la rencontre de Trois-Rivières, Québec, p. 7.
- Merlin, P. et Choay, F. (2005). *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement* (3e éd. revue et augmentée). Paris : Presses Universitaires de France (PUF).
- Neyret, R. (2004). « Du monument isolé au "tout patrimoine" ». *Géocarrefour*, vol. 79/3, p. 231-237.
- Nora, P. (Dir.). (1997). *Les lieux de mémoire*. Paris : Gallimard, coll. Quarto (3 vol.).

- Nouvel, J. (1998). « Patrimoine et contexte, assez d'hypocrisie ». *Projet urbain*, n° 13, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Paris.
- Pinol, J.-L. (1991). *Le monde des villes au XIXe siècle*. Paris : Hachette.
- Rautenberg, M. (2003). *La rupture patrimoniale*. Bernin : À la croisée, 173 p.
- Schwach, P. (1998). « Intervention ». *Projet urbain*, n° 13, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Paris.
- Seban, M. (1998). « Intervention ». *Projet urbain*, n° 13, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Paris.
- Sitte, C. (1996). *L'art de bâtir les villes : l'urbanisme selon ses fondements artistiques* (Trad. D. Wiczorek). Paris : Éditions du Seuil, coll. Points Essais (Texte original publié en 1889).